SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 29 DÉCEMBRE 1852.

Rapport de la Commission de l'Intérieur, chargée d'examiner le Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1853.

(Voir le N^o 91, session 1851-1852, les N^{os} 36 et son appendice, 51, 67 et 74, session 1852-1853 de la Chambre des Représentants, et le N^o 31 du Sénat.)

Présents : MM. D'OMALIUS, Vicomte DE RIBAUCCOUR, DEPITTEURS-D'UDEGHEM,
JAMAR, Chevalier DUTRIEUX DE TERDONCK, DEFUISSEAUX. Rapporteur.

MESSIEURS,

En abordant l'examen du budget qui vous est soumis, votre première Commission, pour des motifs que chacun de vous ne manquera pas d'apprécier, a fait ses efforts pour écarter des discussions infructueuses pour le présent et sans utilité pour l'avenir.

Elle exprime le regret de voir que l'époque, où le budget lui est soumise, ne lui permette pas d'apporter à son examen la minutieuse attention et la maturité qu'il comporte, aussi a-t-elle résumé la tâche de son rapporteur dans les observations que je vais avoir l'honneur de vous soumettre.

DISCUSSION GÉNÉRALE.

La première Commission insiste de nouveau, et insiste plus que jamais, sur la nécessité de voir le ministre se renfermer rigoureusement dans les limites des crédits alloués. Une tolérance trop longtemps prolongée sur un point de cette importance, tendrait insensiblement à rendre illusoire le vote du budget; elle regarderait cette tolérance comme contraire à l'esprit et à la lettre de nos institutions. Elle pense encore que tous les efforts des rédacteurs des budgets futurs doivent tendre à mettre en rapport les chiffres des allocations pour des objets d'une utilité réelle, mais secondaire, avec celui des allocations d'un intérêt incontestable et vital pour la prospérité et le bien-être de la nation.

DISCUSSION DES ARTICLES.

CHAPITRE PREMIER.

Administration centrale.

Les allocations accordées pour l'exercice courant sont exactement reproduites dans celui-ci. — Ce chapitre n'a donné lieu à aucune observation.

(2)

CHAPITRE II.

Pensions et secours.

Pas de changement.

CHAPITRE III.

Statistique générale.

Tout en appréciant à leur valeur les travaux de la statistique, la Commission exprime le désir de les voir se renfermer dans les limites de l'utilité réelle.

Comme la Chambre des Représentants, elle voudrait que les indications réclamées des communes fussent moins multipliées. A des demandes d'indications si compliquées, il ne peut, la plupart du temps, être fait que des réponses inexactes ou incomplètes; il en résulte inévitablement des erreurs, et ces erreurs ne sont pas de nature à dissiper les défiances que certains esprits ont conçues contre l'infailibilité de la statistique.

CHAPITRE IV.

Frais de l'administration dans les provinces.

Pas d'observations.

CHAPITRE V.

Frais de l'administration dans les arrondissements.

La nouvelle répartition des traitements des commissaires d'arrondissement a donné lieu à des observations.

Des membres ont pensé que dans cette répartition la considération de l'étendue territoriale avait obtenu une trop large part.

D'autres au contraire estimaient que la surveillance des communes populeuses exigeait de la part des fonctionnaires des soins plus constants, plus minutieux et plus soutenus, et qu'il était équitable de leur en tenir compte. La discussion a abouti à inviter M. le Ministre à étudier la question de savoir s'il n'y a pas lieu de réviser ce mode de répartition actuelle.

CHAPITRE VI.

Milice.

CHAPITRE VII.

Garde civique.

La multiplicité des réclamations soulevées par l'organisation de la garde civique a paru à Votre Commission devoir appeler l'attention sérieuse du Gouvernement.

Elle accepte les assurances du Gouvernement à ce sujet, et attend avec confiance le prochain résultat de son examen.

CHAPITRE VIII.

Des fêtes nationales.

Votre première commission a accueilli avec satisfaction l'assurance donnée par le gouvernement qu'il se renfermera vigoureusement désormais dans les limites du crédit alloué. Elle est persuadée qu'il sera facile désormais, à M. le Ministre, de concilier les impérieuses exigences de l'économie des deniers publics, avec le culte dû à de grands souvenirs nationaux.

CHAPITRE IX.

Récompenses honorifiques.

Adopté.

CHAPITRE X.

Légion d'honneur et croix de fer.

Adopté.

CHAPITRE XI.

Agriculture.

Art. 49, 50, 51. Adoptés.

L'art. 52, « Matériel du haras et achat d'étalons, amélioration des races chevalines, etc. » a donné lieu aux réflexions suivantes.

D'un accord unanime, moins un membre, sur l'importance de l'amélioration des races au point de vue de la richesse nationale, et sur l'incontestable utilité de l'Institution du haras, des membres ont cessé de l'être quand il s'est agi d'apprécier l'application de l'allocation.

Les uns ont prétendu que la somme allouée était trop faible, d'autres qu'elle était trop forte.

Les premiers fondaient leur opinion sur le trop petit nombre des étalons, eu égard aux différentes contrées aux besoins desquels il fallait pourvoir.

Les seconds alléguaient qu'en présence des résultats problématiques obtenus l'allocation ne répondait pas à son importance.

CHAPITRE XII.

Voirie vicinale.

Dans la nomenclature des objets d'intérêts matériels qui ont passé sous ses yeux, il n'en est pas, auquel votre première Commission ait attaché une plus haute importance, qu'à la voirie vicinale.

Qui pourrait aujourd'hui la révoquer en doute? Agriculture et industrie, particuliers et communes, grandes voies de communication et chemin de fer de l'État, civilisation et progrès, tous prennent part à ses bienfaits.

La voirie vicinale forme les artères secondaires qui portent la vie et la fécondité sur toute l'étendue du territoire.

Il n'est pas bien éloigné de nous le temps où la plupart des communes, découragées sans doute par l'impuissance de leurs efforts isolés, demeureraient dans une déplorable indifférence; mais en voyant les grands travaux exécutés ou entrepris, l'ardeur des sollicitations multipliées, on reconnaît que leur sollicitude est éveillée, et l'époque est venue de ne pas la laisser infructueuse.

Il faut reconnaître aussi que l'action gouvernementale l'a puissamment secondée. La loi du 10 avril 1841 a été un bienfait aujourd'hui universellement appréciés.

Il s'agit de veiller maintenant à son exécution, et de faire disparaître les légères imperfections que l'expérience a signalées.

Le Gouvernement est entré dans la voie, il faut le seconder et surtout lui fournir les moyens de mettre en pratique ses louables intentions.

Pour apercevoir le vaste ensemble de toutes les voies de communications du pays, pour les coordonner entre elles, pour faire taire l'antagonisme des communes qui trop souvent paralyse son action, il a le 24 avril 1851, ordonné une inspection des chemins vicinaux des provinces du Limbourg, du Hainaut et du Brabant. Il est à désirer que cet intéressant travail soit poursuivi pour les autres provinces.

Certes, le Gouvernement a fait beaucoup; mais il ne doit pas croire avoir rempli sa tâche, tant qu'il existera une bourgade en Belgique qui ne sera pas reliée par une route empierrée à une grande voie de communication.

Nous sommes peut-être entraînés ici vers les confins de l'idéal, mais doit-on désespérer dans un pays, si riche par la fécondité de son territoire et par la laborieuse et patiente activité de sa population?

Nous appelons surtout la sollicitude sur ces communes pauvres, dépourvues de ressources, éloignées des centres d'activité, découragées dans leur isolement.

Certes, il ne peut entrer dans le cadre de ce rapport (et nous le regrettons), d'aborder cet important examen. Cependant, quelques membres ont cru devoir, dès-à-présent, appeler l'attention du Gouvernement sur quelques mesures. Ils les ont résumées à peu près comme suit :

Continuer à coordonner l'ensemble des chemins vicinaux ;

Demander aux provinces de dresser un tableau général des chemins destinés à compléter, dans un avenir plus ou moins éloigné, le réseau des voies de communications dans chacune d'elles.

Veiller avec une constance infatigable à l'entretien des chemins établis.

Empêcher d'employer les ressources des communes, si faibles qu'elles soient, à des travaux stériles qui disparaissent la plupart du temps avec l'année qui les a vu faire ;

Surveiller surtout la répartition des subsides. Voir s'il ne pourrait pas être réparti plus équitablement ;

Appliquer partout les dispositions relatives à la police du roulage à tous les chemins vicinaux améliorés, à quelque classe qu'ils appartiennent.

Rendre l'institution des commissaires-voyers obligatoire de facultative qu'elle est, les rétribuer convenablement et leur interdire l'exercice de toute autre fonction.

Ces membres enfin ont pensé qu'il fallait prendre les mesures nécessaires pour qu'il soit dressé, par les fonctionnaires voyers, un plan de nivellement des ruisseaux et rivières non navigables ni flottables, nivellement qui serait étendu à tout le réseau de la voirie vicinale; rattacher ces études à celle de l'emploi des eaux pour les opérations agricoles.

Ils n'ont pas la prétention d'établir des règles immuables sur cet important objet, ils se bornent à des réflexions qu'ils livrent aux méditations du Gouvernement et des hommes spéciaux qu'il a investis, à juste titre, de sa confiance; mais ils ont la conviction qu'en les étudiant, on pourra rendre fructueuses les dépenses que la législature paraît prête à voter avec, résolution, dans un temps donné, pour un objet d'un intérêt si vital pour le pays.

La Commission, à l'unanimité moins une voix, émet le vœu de voir le Gouvernement proposer, lors de la présentation du Budget de 1854, une majoration au crédit de la voirie vicinale.

Les autres chapitres du Budget n'ont donné lieu à aucune observation.

Toutefois, au chapitre de l'enseignement primaire, la Commission a chargé son rapporteur d'exprimer le vœu formulé comme suit :

« La Commission est unanime pour désirer de voir cesser les difficultés qui existent relativement à l'enseignement moyen, et elle a la confiance que le ministère parviendra à cet heureux résultat. »

Le Président,
D'OMALIUS.

Le Rapporteur,
N. DE FUISSEAUX.